



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

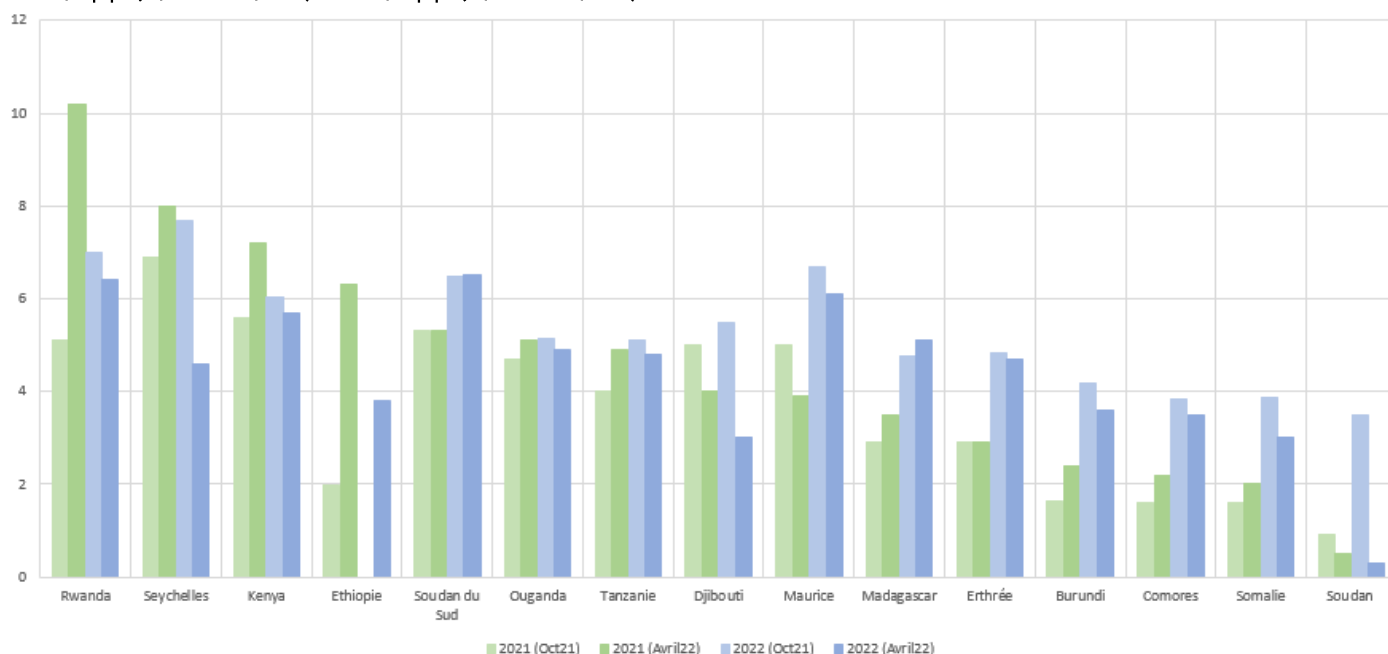
BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

21 Avril 2022

Le FMI revoit ses prévisions de croissance pour les pays de l'AEOI

Le Fonds Monétaire International (FMI) a publié mardi son *World Economic Outlook*, rapport biennal qui étudie l'évolution de l'économie mondiale à court et moyen terme. Deux constats peuvent être faits concernant la croissance du PIB entre les prévisions effectuées dans le rapport publié en octobre 2021 et celui d'avril 2022, (i) une révision à la hausse de la croissance du PIB en 2021 pour l'ensemble des pays de la zone à l'exception de Maurice (diminution d'1,1 point de pourcentage,) de Djibouti (de 5,0 % à 4,0 %) et du Soudan (de 0,9 % à 0,5 %) entre les deux périodes, et, (ii) à l'inverse, des perspectives de croissance plus faible pour les pays d'AEOI pour l'année en cours, hormis pour le Soudan du Sud (estimation inchangée à 6,5 %) et Madagascar (+ 0,3 pp, à 5,1 %). La révision à la hausse de la croissance pour l'année 2021 s'explique par une reprise économique *post* pandémie plus vigoureuse que prévue, en particulier au Rwanda (de 5,1 % à 10,2 %), suivi de l'Éthiopie (de 2,0 % à 6,3 %), du Kenya (de 5,6 % à 7,2 %) et des Seychelles (de 6,9 % à 8,0 %). En 2022 les perspectives d'une diminution de la croissance s'expliquent par les effets directs et indirects de la guerre en Ukraine débutée fin février (hausse du cours des prix des biens alimentaires, des intrants agricoles et des carburants, goulot d'étranglement des chaînes de logistique mondiale). Le Soudan, les Seychelles et Djibouti sont les pays ayant connu une révision de croissance à la baisse la plus élevée en 2022, respectivement de - 3,2 pp (3,5 % à 0,3 %), - 3,1 pp (7,7 % à 4,6 %) et - 2,5 pp (5,5 % à 3,0 %).



Signature d'un protocole d'accord entre la Banque africaine de développement (BAfD) et l'Union africaine (UA) pour renforcer les capacités institutionnelles de l'UA

La Commission de l'UA et la BAfD ont signé un protocole d'accord mi-avril pour renforcer les capacités institutionnelles de l'UA, des entreprises africaines et promouvoir l'intégration régionale. Approuvé en février 2021, le projet, dont le coût s'élève à 11,48 MUSD, sera soutenu par un don du guichet de financement concessionnel de la BAfD. Le projet vise à soutenir les efforts de l'UA dans sa mise en œuvre de l'Agenda 2063 (adopté en 2015), notamment via le renforcement de ses capacités en matière de gestion de l'information, de passation de marchés, de finances et de ressources humaines.

La FAD accorde 5,5 MUSD de subvention pour le programme *Desert to Power*

Le Fonds africain de développement (FAD), qui offre des financements concessionnels et des activités d'assistance technique aux pays africains, a annoncé le versement d'une subvention de 5 MUSD en faveur de quatre pays (Ethiopie, Djibouti, Soudan, Erythrée) pour de l'assistance technique à la mise en œuvre du programme *Desert to Power*. Ce programme, financé conjointement par la Banque Africaine de Développement (BAfD) et le Fonds Vert pour le Climat (FVC), a pour ambition de faire du Sahel la plus grande zone de production solaire au monde avec l'installation de 10 000 MW de capacité qui pourraient approvisionner 250 millions de personnes dans les 11 pays qui composent la bande sahélienne. La subvention permettra ainsi i) la réalisation d'études techniques pour des parcs solaires régionaux et la possibilité de stockage d'électricité par batterie ; et ii) le renforcement des capacités de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), un groupement de 8 Etats d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique pour le développement et la lutte contre la sécheresse.

L'ONU alloue 100 MUSD pour lutter contre la faim en Afrique et au Moyen-Orient

Le chef des opérations humanitaires de l'Organisation des Nations unies (ONU) a annoncé jeudi dernier l'allocation de 100 MUSD du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) à des projets d'assistance humanitaire dans six pays africains et au Yémen. L'aide permettra aux agences des Nations unies et leurs partenaires de fournir une aide alimentaire, monétaire et nutritionnelle aux populations concernées, ainsi que des services médicaux, un accès à de l'eau potable et des opportunités d'hébergements. Une attention particulière sera portée aux filles et aux femmes qui sont davantage exposées aux risques liés à la crise. Pour soutenir les opérations humanitaires des pays de la Corne de l'Afrique, 30 MUSD seront ainsi répartis entre la Somalie (14 MUSD), l'Ethiopie (12 MUSD) et le Kenya (4 MUSD). 20 MUSD seront également distribués au Yémen ainsi qu'au Soudan, 15 MUSD au

Soudan du Sud et 15 MUSD au Nigéria. Les conflits armés, la sécheresse ou encore les effets directs et indirects du conflit en Ukraine sont autant de facteurs qui aggravent une situation déjà difficile dans la plupart des pays, en entraînant notamment une hausse des prix des biens alimentaires, de l'énergie et le coût des importations. De plus, d'après le Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations unies, le retardement d'un mois de la saison des pluies risque de faire passer le nombre de personnes souffrant de la faim en raison de la sécheresse de 14 à 20 millions de personnes en 2022 au Kenya, en Somalie et en Ethiopie.

🍷 Burundi

Pas de brève cette semaine

🍷 Comores

Emprunt auprès de la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) pour financer les importations comoriennes à hauteur de 35 MEUR

Le ministère des finances, du budget et du secteur bancaire et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC), filiale de la Banque Islamique de Développement, ont annoncé le 14 avril la conclusion de deux accords de financement d'un montant total de 35 MEUR en faveur de l'Union des Comores. Ils visent le développement des échanges commerciaux entre les pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Il est composé de deux prêts de 25 MEUR destinés à soutenir l'importation de produits pétroliers et de gaz de pétrole liquéfié (GPL) d'une part, et de 10 MEUR destinés à l'importation de produits alimentaires tels que du riz, de l'huile, de la farine et du blé.

🍷 Djibouti

Pas de brève cette semaine

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🍷 Ethiopie

Accélération des procédures d'importation de denrées alimentaires essentielles

Le ministère des Finances (MoF) a annoncé le 8 avril que l'importation *franco valuta* de denrées alimentaires de base (blé, sucre, lait infantile, huile alimentaire et riz) pouvait directement être approuvée par les douanes éthiopiennes pour les six prochains mois. En effet, en avril 2021, le MoF avait déjà ouvert les importations *franco valuta* de denrées, néanmoins pour chaque importation la Banque centrale devait approuver l'origine des devises. De plus, alors que précédemment cette règle s'appliquait seulement aux importations supérieures à 250 kUSD, désormais tout montant d'importation peut bénéficier de cette exemption. Cette mesure vise à accélérer les procédures d'importations de denrées

essentielles et contenir l'inflation (inflation alimentaire à 41,9% en février 2022 en g.a.), aggravées par la pénurie structurelle de devises (1,8 mois d'importations en mars 2022), dans un contexte de tensions internes (conflit dans le Tigré, tensions interethniques, changement climatique) et la conjoncture internationale (invasion de l'Ukraine).

Remise en service officielle des Boeing 737 Max après 2 ans d'immobilisation

Après plusieurs vols tests, l'autorité de l'aviation éthiopienne l'*Ethiopian Civil Aviation Authority* a approuvé la remise en service des Boeing 737 MAX le 12 avril. Suite au crash mortel de 2019 du vol ET302, les Boeing 737 MAX avaient été immobilisés pendant deux ans. Par ailleurs, *Ethiopian Airlines Group* (EAG) et Boeing ont signé fin août 2021, un MoU pour renforcer leur partenariat (coopération industrielle et formation aéronautique). La reprise de la coopération EAG/Boeing se traduit également par la livraison ultérieure des Boeing 737 MAX initialement commandés en 2014. Dans le cadre de sa stratégie *Vision 2035*, EAG ambitionne de doubler sa flotte actuellement composée de 130 appareils, qui sera complétée par 8 Airbus A350 d'ici 2025.

Kenya

L'OCDE exhorte le Kenya à abandonner son projet de doubler la taxe sur les services numériques et à adopter l'accord sur l'imposition minimale à 15 %

Lors de la présentation du budget 2022/2023, le secrétaire du Trésor Ukur Yatani a annoncé la volonté du gouvernement de doubler sa taxe sur les services numériques, de 1,5% à 3% à partir du 1^{er} juillet 2022. La proposition relative à cette

taxe, qui s'applique aux entreprises étrangères qui fournissent des services en ligne au Kenya (vente de livres électroniques, de films, de musique, de jeux et d'autres contenus numériques) telles que Google, Amazon ou Netflix, entrera en vigueur si les législateurs l'approuvent et si le président la signe. Cette décision unilatérale a été critiquée par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) qui promeut quant à elle un taux d'imposition minimal mondial de 15 % des entreprises multinationales dont le chiffre d'affaire est supérieur à 750 MEUR à partir de 2023. Conclu par 136 pays et juridictions qui représentent plus de 90% du PIB mondial le 8 octobre dernier, l'accord devrait permettre la réallocation plus de 125 Mds USD de bénéfices des plus grandes entreprises multinationales à des pays du monde entier, afin que ces entreprises paient une part équitable d'impôts partout où elles opèrent et génèrent des bénéfices. Le Kenya, ainsi que le Nigéria, le Pakistan et le Sri Lanka, font partie des rares pays n'ayant pas adhéré à l'accord.

L'objectif de réduction de 30 % du coût de l'électricité n'est pas encore atteint

Suite aux recommandations du rapport remis en septembre dernier par la *task force* présidentielle pour la revue des contrats d'achats d'électricité (*Power Purchase Agreements, PPAs*) – mise en place en mars 2021 et destinée à réduire le coût de l'électricité pour les consommateurs – le président Kenyatta s'était engagé à réduire le prix de l'électricité de 30%. Si la première phase de réduction de 15% a été effective en janvier, faisant évoluer le prix de l'électricité de 24 KES/kWh à 20,4 KES, la seconde phase, qui devait être mise en œuvre fin mars est toujours en attente. Cette dernière dépend en effet des résultats de la négociation des PPAs entre *Kenya Power* et les producteurs d'électricité indépendants (IPPs). Les délais de négociation se sont toutefois avérés plus longs que prévus, entravés, selon certains acteurs du secteur, par la complexité des contrats et des

lenteurs administratives au sein du ministère de l'Énergie qui a connu des changements importants dans ses équipes au cours des derniers mois.

Nairobi Water accuse des pertes de 4,8 Mds KES liées à l'eau non facturée

Nairobi City Water and Sewerage Company, entité publique en charge de la fourniture et de la gestion des services d'eau et d'assainissement à Nairobi, est confrontée à des difficultés de gestion financière et technique de son réseau. Nairobi Water qui assure la distribution de 525 000 m³ d'eau par jour ne répond pas à la demande en eau des habitants de la capitale (850 000 m³), qui font face à de nombreuses coupures. A ce constat s'ajoutent les pertes financières occasionnées par la part de l'eau non facturée (*non-revenue water*) pourtant fournie au réseau de distribution. Selon un rapport réalisé par l'Auditeur Général, au cours de l'année fiscale 2019-2020, sur les 176 millions de m³ distribués, la moitié seulement (86) a été facturée aux clients. La société a ainsi perdu 4,75 Mds KES de revenus (41,12 MUSD) en raison de vols d'eau, de fuites sur le réseau, de compteurs défectueux et de raccordements illégaux. La part de l'eau non facturée a fortement augmenté au cours des dernières années, passant de 34 à 51 % entre 2014 et 2020, soit le double des pertes autorisées par l'autorité de régulation de l'eau (25 %). Le directeur exécutif de Nairobi Water, Nahashon Muguna a toutefois assuré que des stratégies de réduction du *non-revenue water* étaient actuellement déployées ou en projet: remplacement des compteurs défectueux, régularisation des connexions illégales, détection et réparation rapide des fuites dans les conduites.

Madagascar

Poursuite de la relance des activités économiques au dernier trimestre 2021

Dans son dernier bulletin trimestriel publié le 14 avril, la Banque centrale de Madagascar constate la poursuite de la relance des activités économiques au dernier trimestre 2021. Selon l'Enquête de conjoncture économique (ECE), les grandes entreprises et les PME ont enregistré une accélération globale de leurs activités de 24,4 % concernant les ventes, le carnet de commande, les investissements, les embauches et les bénéficiaires (contre + 5,4 % au troisième trimestre). Les crédits bancaires ont également augmenté (+10,5 % contre + 5,7 %) notamment grâce à la progression des crédits à court terme (+ 7,4 %). L'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 1,2 % (stable par rapport au troisième trimestre).

Maurice

Pas de brève cette semaine

Ouganda

Signature d'un accord de coopération économique et technique avec la Chine

Un accord de coopération qui vise à améliorer les conditions de vie des Ougandais a été conclu jeudi dernier entre la Chine et l'Ouganda. Cet accord s'inscrit dans le cadre des efforts annoncés par la Chine lors de la huitième conférence ministérielle du Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC) qui s'est tenue au Sénégal en novembre 2021 et lors de laquelle la Chine a annoncé neuf programmes de coopération visant à favoriser la croissance en Afrique. L'accord servirait à mettre en œuvre des projets communs visant à soutenir la transformation sociale et les moyens de subsistance pour les Ougandais. Lors de la signature le 14 avril, le ministre des Finances

Matia Kasajija a souligné que le soutien de la Chine à l'Ouganda s'est déjà fait ressentir à travers des projets de coopération dans de nombreux domaines comme le financement de projets d'infrastructures (barrages hydroélectriques, parcs industriels, etc.) ou la lutte contre le Covid-19. L'ambassadeur de Chine en Ouganda a déclaré qu'il espérait que leurs coopérations se concentreraient davantage sur des projets de coopération technologique. Ces nouvelles coopérations vont dynamiser et stimuler la relation bilatérale des deux pays mais aussi se traduire par un accroissement du niveau d'endettement du pays. Pour rappel, à travers *Exim Bank of China*, la Chine représentait en 2020 21,7 % de la dette externe totale du pays et 74 % de la dette extérieure bilatérale.

🍷 Rwanda

Forte hausse de l'inflation au mois de mars

Les prix à la consommation au Rwanda ont continué à augmenter au cours des derniers mois, faisant grimper le taux d'inflation en glissement annuel pour le mois de mars à 7,5 %, contre 5,8 % en février 2022. Les données publiées par l'Institut national des statistiques du Rwanda (NISR) montrent que les prix des denrées alimentaires ont été parmi les principaux moteurs de l'inflation en mars, en hausse de 10,2 % en g.a et de 5,1 % en glissement mensuel. Le coût du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des autres combustibles a augmenté de 8,1 % en g.a, de 3,8 % pour les transports, de 14,7 % pour le secteur de l'hôtellerie et la restauration et de 15,9 % pour le secteur de l'énergie. Cette situation fait suite aux défis posés aux chaînes d'approvisionnement par le Covid-19, aggravée par les effets de la guerre en Ukraine. Compte tenu du niveau de l'inflation, qui s'approche de la bande haute de la cible d'inflation de la Banque centrale qui s'établit entre 2 et 8 %, celle-ci pourrait augmenter ses

taux dans les prochains mois. Face aux incertitudes du marché mondial, en février de cette année, la Banque centrale a déjà augmenté le taux de pension (*repo rate*) de 4,5 % à 5 %.

🍷 Seychelles

Pas de brève cette semaine

🍷 Somalie

Pas de brève cette semaine

🍷 Soudan

Comités techniques spécialisés au sein du Comité des Urgences Économiques

Le Comité des Urgences Économiques, présidé par le vice-président du Conseil de la Souveraineté, a tenu sa réunion périodique le 13 avril en présence de Malik Agar, membre du Conseil de la Souveraineté. Lors de cette réunion, le comité a approuvé la formation de onze comités techniques spécialisés sur différentes questions économiques telles que la réduction du taux d'inflation et de la stabilité du taux de change; les importations et exportations; les services de base; le partenariat public-privé ou encore la réforme fiscale. Le Comité a également passé en revue l'exécution des décisions précédentes relatives à l'approvisionnement en produits pétroliers, l'électricité et la stabilisation du taux de change.

🌐 Soudan du Sud

Le président du Soudan du Sud en mission de diplomatie économique aux Emirats Arabes Unis

Accompagné de hauts responsables du gouvernement, le président Kiir s'est rendu aux Emirats-Arabs-Unis (EAU) pour rencontrer les dirigeants du pays et identifier les domaines d'intérêt mutuels dans lesquels les deux pays peuvent renforcer leurs relations et leur coopération. La délégation Sud-Soudanaise était composée des ministres des Affaires étrangères, des Finances et de la Planification, de l'Investissement, des Routes et des Ponts, de l'Enseignement supérieur, de l'Agriculture, du gouverneur de la Banque centrale, du directeur général de la société pétrolière d'État *Nilepet* et du secrétaire général des Affaires islamiques. Cette mission fait suite à une précédente visite de diplomatie économique du président Kiir en février 2022 à Dubaï. Les deux pays ont plusieurs voies de collaboration possibles, sachant qu'en 2019 les EAU se placent au 2^{ème} rang des fournisseurs du Soudan du Sud (avec une part de marché de 19 %). Cette mission se déroule dans le cadre d'un rapprochement entre le Soudan du Sud et les pays du Golfe, comme en témoigne la visite en novembre 2021 du Président Kiir au Qatar. Elle permet au Soudan du Sud de diversifier ses partenariats dans le Golfe, une nécessité pour le plus jeune pays d'Afrique quand on sait que la *Qatar National Bank* détient 46 % de la dette externe du Soudan du Sud (500 MUSD).

🌐 Tanzanie

Suspension des activités d'Uber dans l'attente d'un accord avec les autorités

Le 14 avril 2022, *Uber* a annoncé la suspension de la majorité de ses opérations en Tanzanie (sauf services assurés par motocyclettes et tricycles motorisés), invoquant une réglementation en vigueur peu favorable au maintien de ses activités dans le pays.

Cette décision fait suite à l'ordonnance, émise par l'Autorité de régulation des transports terrestres tanzanienne (LATRA) qui a revu à la hausse la tarification applicable aux courses proposées par les sociétés de transport (prix au kilomètre fixé à 900 TZS soit 0,39 USD contre 450 TZS, 0,19 USD, avant revalorisation) et a plafonné à 15% les commissions que peuvent prélever les plateformes. Ceci a constitué un point de crispation majeur entre la LATRA et *Uber* qui facturait initialement 25% de commission sur chaque course.

La nouvelle réglementation est une réponse à l'augmentation des prix du carburant en Tanzanie.


Engagement de la Tanzanie à installer 200 MW de capacités géothermiques d'ici 2025

Le secrétaire permanent à l'Énergie, Felchesmi Mramba, a réaffirmé vendredi 15 avril 2022 la volonté de la Tanzanie de construire 200 MW de centrales géothermiques d'ici 2025 dans le cadre de sa stratégie de recours aux énergies renouvelables pour accroître le taux d'électrification à l'échelle nationale.

52 régions ont été identifiées comme zones potentielles de production géothermique notamment Mbeya, Songwe, Singida, Shinyanga, Dodoma, Songwe et Tanga. Le développement se concentrerait pour l'instant sur le site de Ngozi dans la région de Mbeya (capacité de production d'électricité d'environ 70 MW), considéré

comme le plus prometteur. Le projet est programmé pour débuter la production en 2023.

L'énergie géothermique est présentée comme une solution pour diversifier le mix électrique tanzanien, dépendant à 66 % du gaz et à 31 % des ressources hydrauliques en 2019.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo :

©DGTresor